Propriétaire-Gérant

ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. . 13.50 Six mois. . . 26.** Un an . . . 50.** Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, La France et l'Etranger, les frais de poste

Le prix des Abonnements est payable e. - Tout abonnement continue, squ'à réception d'avis contraire.

BOURSE DE PARIS DU 5 JUIN 1878 Cours à terme de 1 h. 05 communiqués par MM. A. MAIRE et H. BLUM, 60, rue Richelieu, Paris.

VALEURS	Cours du jour		
Rente 3 0/0	75	85	
Rente 5 0/0	111	17	
Italien 5 0/9	75	85	
Tare 5 0/0	13	50	
Act. Nord d'Espagne	313	75	
Gaz act. Cie Paris	1275	30	
Act. Banq. de Paris Pays-Bas	1147	50	
Act. Mobilier Français	30	10	
Act. Lombards	162	50	
Act. Autrichiens	563	75	
Act. Mobilier E-pagnol	780	20	
Act. Suez	770	20	
Act. Banque oltom	412	50	
Obl. Egypt. unif	238	75	
Act. Foncier France	855	20	
Délégations Suez	10	30	
Act. Saragosse	406	25	
Florin d'Autriche	63	75	
Ces cours sont affichés chaquers 2 h. 1/2, chez MM. A.			
H. BLUM, 176, rue du Collège, à			

BOURSE DE PARIS

S	eri	vice	go	uver	nen	ncnta	(6)	
			5	Jun	V			
3 0/0 .							75	50
4 1/2 .							104	60
Emprunts							111	05
		,	4	Jun	4			
3 0/0 .							75	85
4 1/2 .							105	11
Emprunts	5	0/0				•	111	20

u de Rouha e 3175 472	00
e 3175	00
472	0.0
850	00
ans 557	00
1056	00
663	0.0
728	00
1393	00
770	00
00	00
	00
412	00
251	03
180	00
13	60
	1056 663 728 1393 832 770 00 000 412 251 180

DEPECHES COMMERCIALES

New-York, 5 juin. Change sur Londres, 4.84 50; change

sur Paris, 5, 15 50. Valeur de l'or 100.75

Café good fair, (la livre) 16, 16, 1/4, Café good Cargoes, (la livre) 16 5/8.

Marché calme.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et Gereprésentés à Roubaix par M. Bulteau-Gry-Havre, 5 juia.

Ventes: 600 b., marché calme,

mais raidissant.

Liverpool, 5 juin. Ventes: 15,000 balles. Marché, 'actif.

Manchester, 5 juin.

Marché beaucoup plus ferme.

New-York, 5 juin. New-York, 11 3/8.

Recettes 6,000 b. New Orleans low middling 81 »/».

Bulletin du jour

Le ministre des affaires étrangères a reçu, avant-hier soir, de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, une invitation conçue dans les mêmes termes que celle communiquée au Parlement auglais, et que nous reproduisons plus loin. Le gouvernement français a ré-pondu, hier, au gouvernement alle-

mand qu'il acceptait cette invitation. M. Waddington partira pour Berliu samedi ou dimanche. On sait qu'il sera assisté de M. de Saint-Vallier au Congrès. En outre, M. Desprès, directeur politique, et M. Duclèrc, sous-chef de cabinet l'accompagneront à Berlin.

La majorité de la Chambre a invalidé l'élection de M. d'Arras, membre de la droite, mais a, par contre, validé celle de M. Hovius, qui appartient aux gauches; celle de M. de Cassagnac sera discutée samedi.

La Chambre a adopté ensuite divers projets, entre autres celui relatif aux courses internationales. Nous devons également constater que le rapport de la commission de la Chambre chargée d'examiner le projet de loi sur le rengagement des sous-officiers conclut à l'adoption du projet, tel qu'il a été

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

Au Senat, on a terminé la discussion du projet de loi concernant la retraite des officiers et l'on a ajourné celle relative à la réorganisation de l'église appartenant à la confession d'Augsbourg.

Nous avons dit qu'à la suite d'une nouvelle conférence entre le gouvernenement et la commission de la Chambre chargée de l'examen du traité franco-italien, une transaction était intervenue. Le nouveau traité, moins les filés et les tissus, serait voté sans durée fixe, mais avec faculté de le dénoncer, en prévenant douze mois à l'avance.

Telle est la so'ution qui devait être sourcise hier à la Chambre, mais qui, sur la demande de M. Peulevey, malgré les protestations de M. Gambetta, ne viendra en discussion que demain

En présence de la seconde tentative d'assassinat dont l'empereur Guillaume vient d'être victime, on se demande ce que va faire le gouvernement allemand. On parle dans les centres politiques de Berlin de suspendre par décret un certain nombre de journaux avancés et de mettre interdiction sur les réunions publiques. Mais ce ne sont là que des palliatifs contre le mal social qui vient de se manifester en Allemagne par des explosions régicides. En attendant, la France, qui traitait la question du socialisme avec une certaine indifférence, va être obligée de l'étudier et de la suivre de plus près. Elle a, par conséquent, à s'inquiéter des agissements de ses partisans, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent. Ainsi devons-nous être frappés de l'appel adressé par l'organe internationaliste, le Vorwaerts, aux socialistes allemands pour engager à accep-ter l'invitation que leur a faite le comité

Ce comité anglais nous paraît comprendre les droits de l'hospitalité d'une manière un peu trop écossaise. Qu'il réunisse à Londres les socialistes de tous les pays, c'est son affaire ; mais qu'il cesse de chercher dans l'Exposition le prétexte dont il a besoin pour les amener chez nous. Dans les circonstances actuelles, une grande réunion des associations ouvrières, une sorte de congrès international des socialistes, présenterait des inconvénients sur lesquels il n'est, croyons-nous, nullement besoin d'insister.

anglais de se réunir à Paris, à l'occa-

sion de l'Exposition universelle.

L'attentat contre l'empereur d'Altemagne Nous continuons d'enregistrer les détails relatifs au crime de Nobiling, ce crime épouvantable dont les socialistes repoussent vainemert la responsabilité.

Cette responsabilité les écrase. Le *Temps* qui publiait hier des détails intimes sur Nobiling, dit aujour-

« Charles Nobiling a toujours, pendant ses études et depuis lenr achèvement, mené une vie à peu près solitaire. Sa vie a été une vie sérieuse, ausière mème. Les tendances de son esprit le portaient aux spéculations abstraites. Il était réveur, enthousiaste et passionné. Dejà comme étudiant Nobiling paraissait désireux de jouer un jour un grand rôle dans l'histoire; il paraissait con-vaincu que la société telle qu'elle est ne pouvait subsister et darer, et on l'entendait répéter ces mots : « Nous dan sons sur un volcan ; après nous le dé-

Son père appartenait en, religion et en politique à la tendance ultra conser-vatrice que représente la Gazette de la Cro:x Lui même il avait rompu, dans ces derniers temps, avec toute idée re-ligieuse. Au point de vue purement philosophique, il professait le matérialisme; au point de vue politique et social, le radicalisme le plus outré et le socia-

Nobiling est doué d'un talent oratoire un peu déclamatoire, mais très réel. Dans les réunions auxquelles il a assisté, il a, à plusieurs reprises, développé cette idée que l'Allemagne, dans son développement politique et social, n'a-vait de choix qu'entre deux extrêmes : la réaction à outrance ou une révolution

radicale. Nous avons eu sous les yeux la photographie de Nobiling. Il a la figure très-ouverte, des traits fins et distin-gués, le front haut et large. Il a le teint coloré, quelque chose d'un peu vague dans le regard, les yeux bleus. Il est relativement petit de taille, mais fort et de santé excellente. Très soigneux et très élégant de sa personne.

L'Estafette publie ces dépêches : Berlin, 4 juin, 12 h. 50.

« Nobiling n'a pas encore recouvré sa connaissance. Les médecins qui le j

orgneut doutent qu'il puisse survivre à ses blessures.

BUREAUX : RUF NEUVE. 17

L'enquête qui vient de s'ouvrir a ame né la découverte de ses relations avec les socialistes de Genève, de Paris et de Londres. Il paraît que depuis six mois il a fait de nombreux voyages allant al-ternativement de l'une à l'autre de ces trois villes.

L'ambassadeur d'Allemagne, M. de Hohenlohe, a du recevoir une dépêche du ministre des affaires étrangères lui prescrivant de s'entendre immédiatement avec le gouvernement français pour la recherche de complices qui sont présumés s'être réfugiés à Paris.

La police parisienne doit être en ce moment sur pied pour mettre la main aur le correspondant que Nobiling au-rait à Paris. Des lettres découvertes à son domicile ont permis de retrouver la trace des rapports qu'il entretenait avec cet individu.

On m'annonce que trois agents supérieurs de la police berlinoise viennent de partir à l'instant pour la Saxe, les provinces rhénanes et Paris pour s'entendre avec la police de ces différents

pays et y conduire l'enquête. D'après les renseignements que je reçois, Nobiling est partisan de la secte socialiste de Bakoumne. »

Le maréchal de Moltke a reçu. diton, une lettre anonyme remplie de menaces à son adresse. Dans cette lettre, on lui dit qu'il peut compter qu'au cas où une révolution éclaterait à Berlin, la andwher prussienne ne donnerait contre les communards, comme l'a fait contre Paris l'armée de Versailles

Le meurtrier est soigné par M. Arndt. médecin de la ville, et par le conseiller intime Wilms.

1 h 40. Le conseil des ministres vient de se réunir à nouveau. Le prince de Bis-marck assistait à la séance.

Les médecins qui soignent l'empereur viennent de procéder à un nouveau pansement. Le malade est moins agité; son état n'inspire pas d'inquiétude im-médiate. On redoute l'inflammation, qui va probablement se produire, et à la-quelle le grand âge du souverain don-nerait un caractère de gravité exceptionnelle.

Le prince de Bismarck a reçu ce matin le rapport détaillé des magistrats instructeurs.

Le prince impérial, depuis son arri-vée à Berlin, ne quitte point le chevet de l'empereur. On ne peut imaginer la consternation

dans laquelle tout le palais est plongé. L'impératrice a déjà reçu un grand nombre de télégrammes de condoléance. M. de Saint-Vallier s'est présenté plu-sieurs fois au palais et a été reçu par le

prince impérial. - FRANKIBOHLEN. Berlin, 4 juin

Quatre personnes ont été arrêtées cette nuit dans des lieux publics pour avoir proféré des outrages envers l'Em-Le casque, la chemise, le gilet et la

tunique que l'Empereur portait le jour de l'attentat ont été remis aujourd'hui au juge d'instruction. Nobiling vit encore; mais il est im-

possible de le soumettre à un nouvel interrogatoire. Berlin, 4 juin.

Tous les cabinets ont accepté l'invi-tation qui leur a été faite de se réunir tation qui leur a con en Congrès le 13 juin.

Berlin, 4 juin.

Nobiling a le délire. Sa mort paraît imminente.

reur qui l'a, dit-on, embrassé.

L'empereur, au milieu de ses souf-frances, n'a qu'une pensée : la réunion du congrès.

(Voir aux nouvelles du soir.)

LETTRES DE PARIS

Paris, 4 juin 1878. Le Père Duchêne a été saisi hier, l'occasion de son numéro paru le 1°

juin. Dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la publication et la saisie, s'est produit l'attentat du socialiste Nobiling contre l'empereur d'Allemagne Bien des personnes ici et à Versailles, pensent que, sans cet attentat, le Père Duchen n'eût pas été saisi.

Le langage tenu au sujet du crime de Nobiling par les organes républicains, indique clairement qu'il y a deux cou-rants dans le parti. Le courant des opnortunistes, c'est-à-dire celui des habiles qui pensent que le seul moyen de consolider la République, c'est de faire de la politique de gouvernement; le Temps, les Débats, le Siècle, la République française, le À IX. Siècle sont de ce nombre; ils s'élèvent contre l'attentat dans des termes qui leur font honneur et auxquels pourraient s'associer les honnêtes gens de toutes les opi-

Quant à l'autre, comme il est essentiellement trouble, je me garderai bien d'en désigner les organes, ne voulant rien dire qui puisse ressembler à une dénonciation, mais je constaterai que les journaux qui en sont la représentation, ont des paroles d'une ambiguité regrettable, qu'ils semblent jouer, en un mot, le même jeu que leurs confrères

qui au temps de la Commune, évitaient de prendre parti entre Paris et Voltai-les, tout en la ssant parfaitement entrevoir que leurs sympathies n'étaient nullement acquises au gouvernement de M. Thiers.

C'est facheux à tous égards pour le cabinet Dufaure-Marcère, qui se verra obligé de tirer sur ses amis du second degré, surtout si l'instruction suivie à Berlin fait soupçonner qu'il y a ici des socialistes aliemands ou autres qui ont entretenu des relations avec Nobiling. Mais nos modernes jacobins manqueraient à la tradition s'ils ne perdaient pas la République pour le plaisir de faire triompter un de leurs principes, et quel principe, grand Dieu, dans la circonstance !

On a bien va, du reste, hier, à la Chambre, à propos de l'incident soulevé par M. Levavasseur, que si M.Gambetta avait pour lui, dans toutes les questions gouvernementales, la majorité de l'U-nion républicaire, une bonne partie de la gauche modérée et tout le centre gauche, il ne pouvait absolument compter sur le reste de la majorité. En effet, M. Levavasseur, quoique membre du centre gauche, a failli déterminer une crise ministérielle. Sans prévenir ses amis, qui l'eussent sans doute détourné de son projet, il a fait du déplacement d'un gendarme une véritable affaire d'Etat, en obligeant le ministre de la guerre à faire observer non seulement que le fait signalé par le député de l'Oise, était soumis à un tribunal et qu'il n'avait pas à intervenir tant que le jugement n'était pas rendu, mais à déclarer nettement que plutôt que d'ac-cepter la responsabilité du déplacement sans motifs sérieux qui tendaient à décourager la gendarmerie, il donnerait

L'extrême gauche a bondi sous ce ferme langage auquel elle n'était plus habituée depuis M. de Fourtou, et ses organes en prennent occasion ce matin, malgré la consigne observée par tout le reste de la presse républicaine de faire le silence autour de l'incident, pour réclamer à grands cris le remplacement du ministre de la guerre. Heureusement qu'ils en seront pour leurs frais, et ce qu'il y a de curieux, c'est qu'ils le savent parfaitement, mais il faut bien qu'ils parlent pour la galerie !

Je dois, en effet, vous apprendre que le Général Borel aurait depuis longtemps été sacrifié au Général Billot, l'ami de M Gambetta el de M. de Freycinet, à la suite notamment de sa ré-ponse à la commission chargée d'examiner la pétition du major Labordère, si le Maréchal n'avait prévenu M. Dufaure que plutôt que de se résigner à un mi-nistre de la guerre choisi parmi les gauches et essentiellement politique, il donnerait sa démission.

Ces paroles, répétées aux meneurs de la majorité, ont su'si pour attiédir leur opposition au général Borel, ou du moins our les empêcher d'en multiplier les manifestations comme ils le faisaient, il y a trois semaines. Aussi ni la Répu-blique française, ni le Siècle, ni même le Rappel, n'ont répondu à l'article des Détats relatif à l'affaire Labor dère, article que que je vous ai signalé ce i jours derniers et qui émanait, dit-on, du mi-

nistre de la guerre. Le général Borel gardera donc son porte feuile, au moins jusqu'à la ses-sion d'automne, et s'il doit se retirer à cette époque, et qu'il ne soit pas rem-placé par un général dégagé de la politique, au point de ne vouloir que le res-pect des traditions de l'armée et de la discipline militaire, il se retirera en bonne compagnie. Ceci est une allusion à la démission du Maréchal après l'Exposition, démission annoucée par divers journaux, notamment par le Journal de Genève, comme rentrant dans l'ordre des probatilités.

Il est de fait que si, à la rentrée des Chambres, les gauches yeulent donner suite à leur projet de mise en accusation des ministres du 16 mai, il n'est guère probable, surtout le Sénat devant être enouvelé dans le sens républicain, que le Maréchal consente à conserver la présidence de la République. Cependant, comme d'autre part, il rentre, dit-on dans les plans de l'opportunisme de faire proroger par les Chambres réunies en Congrès au commencement de 1879, les pouvoirs du Maréchal pendant quatre nouvelles années, il ne paraît guère pos-sible de concilier les deux éventualités dont je vous entretiens.

Le meilleur est donc de s'arrêter à ce qui semble seulement le plus vraisemblable, savoir: que la mise en accusation entre les mains de M. Gambetta et ses amis pour obtenir du Maréchal toutes les concessions compatibles avec son honueur.

On annonce la disparition du Bien Public, les rédacteurs de ce journal auraient été prévenus, hier, que passé le 15 jain, ils ne devaient plus compter sur leur place. La Revue économique dis--paraîtrait, ajoute-t-on, à la fin du mois. Ménier, député, qui se serait décidé à s'en désinteresser complètement, à cause des fatigues et des tracas dont ils

sont pour lui l'occasion.

Je ne vous transmets, touteseis, cette double rumeur, que sous bénéfice d'inventaire, car rien ne prouve que le Bien Public et la Revue économique ne continuent pas à vivre à l'aide de quelque conbinaison. On sait d'ailleurs qu'une fois en cours de publicité, les journaux ont la vie dure. Le Bien Public notamment se vend à un grand nombre d'exemplaires.

SÉNAT

Présidence de M. d'Audiffret-Pasquier. Séance du 4 juin

La séance est ouverte a 2 h. 1/2. Le Sénat continue la discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite de l'armée de terre

M. de Rainneville propose en faveur des officiers de l'armée territoriale un

amendement qui est repoussé.

M. l'amiral de Montaignac demande

la suppression de l'article 4. Un article additionnel de M. le général Pourcet relatif aux officiers retraités pour infirmités incurables, est adopté. Le Sénat repousse un nouvel amen-ement de M. de Rainneville, relatif aux officiers de l'armée territoriale.

L'ensemble du projet est adopté par 151 voix contre 74. Le projet relatif à la réorganisation

de l'Eglise de la confession d'Augsbourg est ajourné après la prorogation des Chambres.

Le Sénat s'ajourne à jeudi. La séance est levée à 5 h. 20.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS Présidence de M. J. GRÉVY.

Séance du 4 juin La séance est ouverte à 2 1/2. Le projet de loi concernant les cour-

ses internationales est adopté.

M. Frey inet dépose le projet relatif au classement des lignes d'intérêt local dans le réseau général.

La Chambre discute le traité de com-

merce franco italien.

M. Berlet donne lecture du rapport, qui conclut à l'adoption d'un projet de loi sur lequel la commission et le gouvernement se sont mis d'accord et qui porte que le traité ne sera mis à 'exécution que lorsque les deux gouvernements se seront entendus pour retrancher les ta-bleaux A et B les fils et tissus qui con tinueront à jouir dans les deux pays du traitement de la nation la plus favorisée, et pour se réserver respectivement la faculté de faire cesser les effets du traité à toute époque en le dénonçant

douze mois à l'avance. M. Peulvey annonce qu'il combattra le projet et demande que le rapport soit imprime et que la discussion soit ren-

voyée à jeudi. M. Berlet accepte le renvoi. M. Gambetta proteste de son banc, puis va trouver M. Waddington. Le ministre des affaires étrangères demande la mise à l'ordre du jour de

La discussion est renvoyée à jeudi. M. Paul de Cassagnac demande que la discussion de son élection ait lieu samedi.

Après une observation de Mr. Villain, M. de Cassagnac déclare qu'il renonce à demander une faveur à la majorité. La Chambre fixe la discussion à samedi.

La Chambre renvoie à jeudi la dis-cussion de l'élection de M. Norris et valide l'élection de M. Maréchal. L'élection de M. d'Espeuilles est ren

royée à vendredi. La Chambre adoptele projet de loi relatif aux récompenses à décerner aux exposants et discute le projet concer-

nant le doryphora. Le projet est adopté en première délibération.

La proposition de M. Marcou tendant à réprimer la candidature officielle-est prise en considération, ainsi que trois autres propositions concernant la loi municipale, les greffiers de tribunaux de commerce et les juges de paix.

La proposition de M Paul Bert concernant les écoles normales primaires est mise à la suite du traité de commerce franco-italien. La séance est levée à 6 h.

BULLETIN ÉCONOMIQUE

Le Comité d'organisation du Congrès des ministres du 16 mai est une arme international pour l'unification du nu-

Probrittaire-Girant

ALFRED REBOUX INSERTIONS: Réclames : Faits divers :

On peut traiter à sorfait pour les s

Les abonnements et les annos reques à Routories, au buresté du à Lille, chez M. Quannt, libreste, place; à Paris, chez MM. HAVAS, pr C°, 34, rue Notre-Daine-des-Yolace de la Bourse); à Bruss Propries de Positiones. merotage des fils adresse la leitre sui-

» MONSIEUR. » Nous avons l'honneur de vous infor-mer que nous avons été autorisés par le gouvernement français à réunir, pen-dant la durée de l'Exposition universelle, un Congrès international pour l'unification du numerotage des fils.

» L'accicil fait à notre proposition par les représentants des diverses industries

vante à ses adhérents :

« Paris, le 24 mai 1878.

textiles en France et à l'étranger nous prouve que partout ou reconnaît l'imortance, pour le commerce, d'une solution definitive.

» Déjà, dans trois réunions, à Vienne, Bruxelles et à Turin, des hommes d'une haute compétence ont étudié la question et se sont mis d'accord sur les points essentiels. It importe aujourd'hui de faire passer dans la pratique les bases adoptées.

» Notre comité d'organisation a donc fixé préalablement le programme sui-vant, pour le prochain Congrès :

» 1° Délibération sur les mesures à prendre pour obtenir l'application définitive des résolutions votées au Congrès de Turin, à la suite des Congrès de

Vienne et de Bruxelles;

» 2° Election d'un comité international chargé de pourstivre l'exécution des décisions arrêtées par le Congrès de Paris.

» L'ouverture solennelle du Congrès aura lieu le 25 juin, à neuf heures du matiu, au palais du Trocadéro, sous la présidence de M. le Ministre de l'agriculture et du commerce.

» Nous vous prions, Monsieur, de vouloir bien assister à cette réunion et de lui apporter l'appui de votre expérience.

» Nous vous demandons, en même temps, de nous envoyer le plus tôt pos-

sible la liste des personnes qui, instrui-tes par vous de l'ouverture du Congrès, désireraient en faire partie. » Nous sommes convaincus que vous voudrez bien donner votre conceurs à une œuvre internationale qui intéresse

grandement le commerce et l'industrie. Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre haute considération.

» Pour le Comité d'organisation (1):

» Le President,

» S. DAUPHINOT. » P. S. Les personnes qui désirent prendre part aux délibérations du Con-grès doivent s'adresser, pour leur ins-cription, a M. Ch. Thirion, secrétaire du Comité central des Congrès et Conférences, au palais des Tuileries (pavillon de F.ore). Des cartes d'admission nominatives seront délivrées à partir du 22

BULLETIN MILITAIRE

Nous apprenons que M. le ministre de la guerre vient de décider que les instructions relatives à l'organisation des tirs cantonnaux pour l'armée ter-

ritoriale devaient être exécutées. Le général Borel vient d'accorder, en effet, dix-huit cartouches gratuites par homme aux membres de l'école de

tir de Bagnères. Le ministre a mis, en outre, à la disposition de l'école tir, pour être remis à titre d'encouragement aux meil-

leurs tireurs : 2 grenades dorées, 6 épinglettes en argent, 6 épinglettes en cuivre,

6 cors de chasse brodés en or et une (1) Le Comité d'organisation du Congrès pour l'unification du numérotage des fils est

pour l'unification du numérotage des fils est composé de :

M.M. Balsan, membre du Conseil supérieur de commerce ; Blanghon, manufacturier à Sint-Julien-en-Saint-Alban (Ardèche); Cabanis, directeur du Bureau de mesurage et de conditionnement de Reims; Cordier, sénateur, manufacturier, membre de la Chambre de commerce de Rouer; Dauphinot, sénateur, manufacturier, président de la Chambre de commerce de Reims, membre du Conseil supérieure de coumerce, Président; Delattre (Carles). manufacturier à Roubaix; Delfosse, manufacturier, président de la Chambre de commerce de Roubaix, membre du Conseil supérieur du commerce ; Feray, sénateur, membre du Conseil supérieur du commerce ; Galline, président de la Chambre de commerce de Lyon; Kœchlin-Schwartz, manufacturier à Paris; Leblan (F.), filateur à Lille; Legrand, manufacturier à Pourmies, membre de la Commission des valeurs; Magnier, manufacturier, membre de la Chambre Legrand, manufacturier à Fourmies, membre de la Commission des valeurs; Magnier, manufacturier, membre de la Commission des valeurs. Marcilhacy, membre de la Chambre de commerce de Paris; Masin, directeur du Bureau de mesurage et de conditionnement de Roubaix; Perret, directeur de la condition des soies, à Paris, Persox, direcrecteur de la condition des soies, à Paris, Secrétaire; Peuver-Quertier, sénateur, président de la Chambre de commerce de Rouen; Rhodó, négociant à Paris, président du Syndicat des soies; Royer, membre de la Chambre de commerce de Nouen; Royer, de la Chambre de commerce d'Amiens; Rondot, (Natalis), président de la 4e section de la Commission des valeurs; Roy (Gustave), membre du comité consultatif des arts et manufactures, membre de commerce de Lyon; Sièber, membre du Comité consultatif des arts et manufactures; Simon (Elouard), ingénieur civit, président da Comité d'instalation des Classes 56 et 57 (filature et tissage), Secretaire; Simonnul-Godard, membre de la Commission, des valeurs; Simonnul-Godard, membre da Commission des Valeurs (Simonnul-Godard, membre da Commission des Classes 56 et 57 (filature et tissage), Secretaire; Simonnul-Godard, membre da Commission des Classes 56 et 57 (filature et tissage), Secretaire; Simonnul-Godard, membre da Commission des Classes 56 et 57 (filature et tissage).